

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
Room 1650, 635 8th Ave. S.W.
Calgary
Alberta
T2P 3M3**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)
Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada/Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada
Room 1650, 635 8th Ave. S.W.
Calgary
Alberta
T2P 3M3

Title - Sujet LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE	
Solicitation No. - N° de l'invitation 21501-130663/A	Date 2013-08-12
Client Reference No. - N° de référence du client 21501-130663	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$CAL-127-6106
File No. - N° de dossier CAL-2-35132 (127)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-09-23	Time Zone Fuseau horaire Mountain Daylight Saving Time MDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Ray, Jane	Buyer Id - Id de l'acheteur cal127
Telephone No. - N° de téléphone (403)292-5318 ()	FAX No. - N° de FAX (403)292-5786
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: CORRECTIONAL SERVICE OF CANADA REGL PSYCHIATRIC CENTER P.O.BOX 9243 SASKATOON Saskatchewan S7K3X5 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

1. Exigences en matière d'assurance

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Utilisateurs désignés
7. Instrument de commande
8. Limite des commandes subséquentes
9. Ordre de priorité des documents
10. Attestations
11. Lois applicables

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. Exigences en matière d'assurance
7. Clauses du Guide des CCUA
8. Rajustement des prix - lait

Liste des annexes :

- Annexe A - Besoin
- Annexe B - Base de paiement
- Annexe C - Formulaire de rapport sur l'offre à commandes
- Annexe D - Exigences en matière d'assurance

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- | | |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent:

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement et toute autre annexe.

2. Sommaire

La présente offre à commandes individuelle et régionale (OCIR) vise la fourniture, la livraison et le déchargement de mélanges de lait écrémé en poudre, au besoin, aux établissements du SCC en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba.

La période visée par l'offre à commandes est de la date d'émission au 30 Septembre 2014 assortie d'une (1) période d'options d'un (1) an du 1^{er} octobre 2014 au 30 septembre 2015.

Les offrants doivent fournir une liste de noms ou toute autre documentation connexe, selon les besoins, conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2006 - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

3. Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2013-06-01) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : quatre-vingt dix (90) jours

1.1 Clauses du Guide des CCUA

M0019T (2007-05-25), Prix et(ou) taux fermes

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, les offres transmises par courriel électronique (e-mail) à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un

caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Alberta et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (1 copie papier)

Section II : offre financière (1 copie papier)

Section III: attestations (1 copies papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec Annex "B", Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- b) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**1. Procédures d'évaluation**

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Fournir des prix, comme indiqué, à l'annexe "B", Base de Paiement.

1.1.2 Démontrer leur conformité à l'annexe "A" en fournissant des renseignements détaillés décrivant de façon complète en quoi les exigences sont respectées.

1.2 Évaluation financière

1.2.1 Le prix cumulatif total de l'offre sera calculé à la somme du coût des quantité estimative de tous les articles, tel qu'indiqué à l'Annexe "B" - Base de Paiement, per chaque région.

La méthode d'évaluation s'appliquera également à l'année d'option pour les trois régions, et le total sera calculé aux des ans pour le prix offert cumulatif global.

1.2.1 Clauses du Guide des CCUA

M0222T (2013-04-25), Evaluation du prix

2. Méthode de sélection

2.1 Méthode de sélection

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

Il est l'intention du Canada d'émettre jusqu'à une (1) offre de commande basée sur le prix d'offre global le plus bas pour les trois régions. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas pour les trois régions sera recommandée pour l'émissions d'une offre à commandes.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les offrants doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut, s'il est établi qu'une attestation est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre à cette demande, l'offre sera également déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou sera considéré comme un manquement au contrat.

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - offre des instructions uniformisées 2006. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

PARTIE 6 - EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCES

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe "D" si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

2. Exigences relatives à la sécurité

Cette offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « C ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres:

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;

Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

4. Durée de l'offre à commandes

4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du date d'émission au 30 septembre, 2014.

4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour une période supplémentaire d'un an, à partir du 1 octobre 2014 jusqu'au 30 septembre 2015, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes trente jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

5. Responsables

5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Jane Ray, Agente d'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
635 - 8e avenue SO, Pièce 1650
Calgary (Alberta) T2P 3M3

Téléphone : 403-292-5318
Télécopieur : 403-292-5786
Courriel : jane.ray@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est : ÀÊA

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

5.3 Représentant de l'offrant (doit être rempli par l'initiateur)

Nom: _____

Titre: _____

Société: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____ - _____

Télécopieur: _____ - _____

Courriel: _____

6. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est: SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA (SCC). Une liste des utilisateurs connus sont les suivants mais n'est pas limitée à ce qui suit:

<u>Établissement</u>	<u>Adresse de livraison</u>	<u>Adresse de facturation</u>	<u>Personne-ressource</u>
PROVINCE : ALBERTA			
<u>Centre Pê Sâkâsêw</u>	Hobema, AB	Hobema (Alberta)	ÀÊA
<u>Établissement de Bowden</u>	Route2 Sud Innisfail (Alberta) T4G 1V1	C.P.6000 Innisfail (Alberta) T4G 1V1	ÀÊA
<u>Établissement de Drumheller</u>	Route 9 Sud Drumheller (Alberta) T0J 0Y0	C.P. 3000 Drumheller (Alberta) T0J 0Y0	ÀÊA
<u>Établissement d'Edmonton</u>	21611, rue Meridian Edmonton (Alberta)	C.P. 2290 Edmonton (Alberta) T5J 3H7	ÀÊA
<u>Établissement d'Edmonton pour femmes (EEF)</u>	11151-178th Street Edmonton (Alberta)	111151-178th Street Edmonton (Alberta) T5S 2H9	ÀÊA
<u>Établissement de Grande Cache</u>	Avenue Hoppe à Grande Cache – route 40 tourner sur l'avenue Hoppe et continuer de 3 à 4 km, jusqu'à la fin Grande Cache (Alberta)	Sac postal 4000 Grande Cache (Alberta) T0E 0Y0	ÀÊA
PROVINCE : SASKATCHEWAN			
<u>Établissement Riverbend</u>	15th Street West, Prince Albert (Saskatchewan)	C.P. 850 Prince Albert (Saskatchewan) S6V 5S4	ÀÊA
<u>Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci</u>	Première Nation Nakaneet Maple Creek (Saskatchewan)	C.P.1929 Maple Creek (Saskatchewan) S0N 1N0	ÀÊA
<u>Centre psychiatrique régional</u>	2520 Central Avenue North Saskatoon (Saskatchewan)	C.P. 9243 Saskatoon (Saskatchewan) S7K 3X5	ÀÊA
PROVINCE :SASKATCHEWAN			
<u>Pénitencier de la Saskatchewan</u>	15th Street West Prince Albert (Saskatchewan)	C.P. 160 Prince Albert (Saskatchewan) S6V 5R6	ÀÊA

<u>Établissement</u>	<u>Adresse de livraison</u>	<u>Adresse de facturation</u>	<u>Personne-ressource</u>
<u>Pavillon de ressourcement Willow Cree</u>	Réserve de Beardy's and Okemasis 6 km à l'ouest de Duck Lake sur la route 212	C.P. 520 Duck Lake (Saskatchewan) S0K 1J0	ÀÊA
PROVINCE : MANITOBA			
<u>Établissement de Rockwood</u>	Route 7 Stony Mountain (Manitoba)	C.P. 72 Stony Mountain (Manitoba) R0C 3A0	ÀÊA
<u>Établissement de Stony Mountain</u>	Route 7 Winnipeg (Manitoba)	C.P. 4500 Winnipeg (Manitoba) R3C 3W8	ÀÊA

7. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, ou une version électronique.

8. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 40,000.00\$ (taxes applicables incluses).

9. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
 - les articles de l'offre à commandes;
 - les conditions générales 2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
 - les conditions générales 2010A (2013-04-25); Conditions générales - biens (complexité moyenne)
 - l'Annexe « A », Besoin;
 - l'Annexe « B », Base de paiement;
 - l'Annexe « C », Exigences en matière d'assurance;
 - l'Annexe « D », Formulaire de rapport sur l'offre à commandes;
- l'offre de l'offrant en date du _____.

10. Attestations

10.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de

fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

11. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Alberta et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2010A (2012-11-19), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

3. Durée du contrat

3.1 Date de livraison

La livraison doit se faire dans un délai de 21 jours civils à compter de la date de réception de la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Paiement

4.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme dans l'annexe "B", selon un montant total de limite de commandes\$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

4.2 Paiement unique

H1000C (2008-05-12), Paiement unique

4.3 Clauses du Guide des CCUA

C2000C (2007-11-30), Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

C5201C (2008-05-12), Frais de transport payés d'avance

4.4 Rajustement des prix - lait

(C3601C, 2010-01-11)

Les prix indiqués dans le contrat sont assujettis à un rajustement pour tenir compte des prix de gros minimums actuels fixés pour le lait par l'office provincial de mise en marché du lait. Une copie de l'avis à l'entrepreneur de tout rajustement de prix par l'office provincial de mise en marché du lait doit être fournie à l'autorité contractante.

Le contrat sera modifié de façon à refléter les prix actuels du rajustement **à la date de commandes**. L'entrepreneur ne doit pas facturer des prix autres que ceux qui sont indiqués dans le contrat

4.5 Paiement par carte de crédit

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : ÀÊD et ÀÊD

5. Instructions pour la facturation

5.1 L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

5.2 Chaque facture doit être livrée à l'institution SCC pertinent et appuyée par:

- (a) Date que les produits sont livrés.
- (b) Description des produits
- (c) Listes de prix/catalogues pour les articles supplémentaires au besoin.

6. Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D . L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7. Clauses du Guide des CCUA

A9068C (2010-01-11), Règlements concernant les emplacements du gouvernement
B7500C (2006-06-16), Marchandises excédentaires
D0018C (2007-11-30), Livraison et déchargement

Annexe « A »**BESOIN****Offre à commande individuelle régionale**

Pour la fourniture, la livraison et le déchargement de mélanges de lait écrémé en poudre, au besoin, au Service correctionnel du Canada (SCC) en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba.

Spécifications

Lait écrémé en poudre et mélange de produits laitiers modifiés

Taux de mélange : maximum de 50 % de produit laitier modifié pour lait écrémé en poudre

Palmitate de vitamine A – de 140,8 à 293 UI/100 ml

Vitamine D3 - de 35,2 à 46,9 UI/100 ml

Taux de reconstitution demandé de 1 kg de poudre pour 9 l d'eau.

Tout lait écrémé, lait partiellement écrémé et lait entier en poudre doit être conforme au Règlement sur les produits laitiers (DORS/79-840), tel qu'il est prévu à la **section 14** et les taxes applicables doivent être conformes aux spécifications énoncées au Tableau 1 du Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Web suivant :

<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-79-840/index.html>.

Le mélange de lait écrémé doit être facile à dissoudre dans l'eau froide du robinet et fournir un produit laitier dont le goût est pur et neutre. On pourrait demander des échantillons aux fins de tests de dégustation afin d'assurer l'approbation de la clientèle.

Emballage

1. Sacs de lait aseptiques de 20 litres avec bouchon et tube de distribution (convenable à un réfrigérateur de distribution en vrac Silver King), avec 2 kg dans chaque sac de lait aseptique. Les instructions de mélange doivent être incluses.
2. Sac en vrac - (12,5 kg). Emballé dans un sac en plastique de grade alimentaire inséré dans un sac en papier à parois multiples scellé.

Tous les paquets doivent pouvoir être emballés et livrés en palettes par camion, sauf indication contraire.

Autres points

Le SCC pourrait avoir besoin de produits laitiers en poudre et de mélanges de produits laitiers autres que ceux indiqués à l'annexe B du présent document.

Après l'attribution de l'offre à commandes, il incombe à l'offrant de fournir et de mettre à jour les listes des prix ou des catalogues, conformément aux exigences du Canada. Les offrants doivent remettre une (1) copie de leur catalogue, de leur liste de prix et des mises à jour à chaque utilisateur désigné qui en demande une copie. Ils doivent de plus en envoyer une (1) copie au responsable de l'offre à commandes, à l'adresse indiquée dans l'offre à commandes.

Livraison

Les livraisons doivent être effectuées du lundi au vendredi (à l'exception des congés fériés), de 8 h à 11 h ou de 13 h à 15 h, à moins d'indication contraire de la part du destinataire.

Les établissements figurant à l'annexe B ci-jointe ont différents calendriers de livraison. Les commandes subséquentes sont passées en fonction des besoins des lieux individuels.

Frais de transport

Les frais de transport doivent être approuvés avant l'expédition par le responsable de l'établissement. Le fret doit être facturé sur la base des coûts réels ou des coûts négociés avec le responsable de l'établissement. Si les frais de livraison ou de récupération sont jugés déraisonnables au moment des faits, l'État se réserve le droit de fixer le fret sur la base de la meilleure valeur pour l'État.

Commandes sans livraison

Les fournisseurs doivent permettre à des véhicules du gouvernement du Canada de prendre possession des commandes dans leurs locaux, au besoin.

Confirmation de disponibilité

Le fournisseur doit avertir le bureau demandeur des articles qui ne peuvent pas être livrés. Les commandes en souffrance ne seront pas acceptées sans l'approbation préalable du bureau demandeur du SCC. La substitution de tout article doit être approuvée par le bureau demandeur avant la livraison.

Assurance de la qualité

Les produits à fournir doivent porter la date de production la plus récente possible. La durée de vie ou la date de péremption doit être clairement indiquée à un emplacement bien visible. Toute condition affectant la durée de vie du produit doit être clairement précisée au moment de la commande.

L'inspection et l'acceptation du produit sont la seule prérogative du destinataire au point de livraison. Les produits fournis ne doivent porter aucun signe de détérioration ou d'altération. De plus, ils doivent être propres et ne doivent pas avoir été endommagés par des rongeurs ou des insectes. Le destinataire aura le droit de rejeter le produit au moment de la livraison; tout produit inacceptable sera immédiatement repris par le fournisseur.

Niveau de service

L'offrant doit répondre aux commandes subséquentes dans un délai de 24 heures et effectuer la livraison dans les trois (3) semaines suivant la date de la commande subséquente.

Annexe « B »**BASE DE PAIEMENT**

Les taxes applicables ne doit pas être incluse dans les prix cités dans le présent document.
Les taxes applicables, si elle s'applique, doit être indiquée à titre d'article distinct sur la facture.

Destination FAB.

Les quantités estimatives énoncées à l'annexe "B" du présent document sont indiquées à des fins d'évaluation seulement et ne feront pas partie de tout contrat subséquent.

L'offrant doit fournir les deux produits (voir l'annexe "A", Emballage).

Les prix doivent être soumis pour les trois régions pour que l'offre soit jugée recevable. Les prix unitaires proposés à l'annexe B seront multipliés par les quantités estimatives pour un prix total. La méthode d'évaluation s'appliquera également à une (1) année d'option pour les trois régions. La somme des deux années constituera le prix offert cumulatif global pour toutes les régions.

Pour les articles supplémentaires non indiqués ci-dessous aux tableaux A et B, l'offrant doit remplir ce qui suit :

Les prix sont ceux qui figurent aux catalogues généraux, saisonniers et d'articles en vente de l'entrepreneur ou dans les listes de prix publiées les plus récentes, moins un escompte de _____p. 100.

(Tout escompte fourni n'est pas compris dans l'évaluation financière ou dans le prix global de l'offre de l'offrant.)

A. Pour l'offre à commandes à compter de la date d'établissement de l'offre à commandes au 30 septembre 2014

N°	Description /Location	Quantité estimative	Utilisation estimative	Prix unitaire	Prix total (quantité estimative x prix unitaire)
RÉGION : ALBERTA					
1. Prix par unité de distribution pour lieux non indiqués ci-dessous (transport non inclus)					
1a	8 x pochettes de 2 kg (utilisées pour sac de lait aseptique de 20 l)	1 caisse de 8 paquets	1 livraison annuelle	\$ _____ par caisse	= _____\$ (1 caisse)
1b	Paquet en vrac de 12,5 kg	1 paquet en vrac	1 livraison annuelle	\$ _____ par paquet	= _____\$(1 paquet)
2. Prix par unité de distribution pour lieux déterminés (transport non inclus)					
i	<u>Bowden</u>	780 caisses de l'article 1a	12 livraisons mensuelles	\$ _____ par caisse	= _____\$(780 caisses)

2. Prix par unité de distribution pour lieux déterminés (transport non inclus)

ii	<u>Drumheller</u>	720 caisses de l'article 1a	12 livraisons mensuelles	\$ _____ par caisse	= _____ \$ (720 caisses)
iii	<u>Edmonton</u>	480 paquets de l'article 1b	6 livraisons bimensuelles	\$ _____ par paquet	= _____ \$ (480 paquets)
iv	<u>Grande Cache</u>	548 caisses de l'article 1a	6 livraisons bimensuelles	\$ _____ par caisse	= _____ \$ (548 caisses)

RÉGION : SASKATCHEWAN**3. Prix par unité de distribution pour lieux non indiqués ci-dessous (transport non inclus)**

3a	8 x pochettes de 2 kg (utilisées pour sac de lait aseptique de 20 l)	37 caisses de 8 paquets	1 livraison annuelle	\$ _____ par caisse	= _____ \$ (37 caisses)
3b	Paquet en vrac de 12,5 kg	10 paquets en vrac	1 livraison annuelle	\$ _____ par paquet	= _____ \$ (10 paquets)

4. Prix par unité de distribution pour lieux déterminés (transport non inclus)

i	<u>Pénitencier de la Saskatchewan</u>	1 000 caisses de l'article 3a	4 livraisons trimestrielles aux trois (3) mois	\$ _____ par caisse	= _____ \$ (1,000 caisses)
----------	---------------------------------------	--------------------------------------	--	------------------------	-------------------------------

RÉGION : MANITOBA**5. Prix par unité de distribution pour lieux déterminés (transport non inclus)**

i	<u>Rockwood</u>	2 caisses de l'article 3a	2 livraisons semestrielles	\$ _____ par caisse	= _____ \$ (2 caisses)
ii	<u>Stony Mountain</u>	1,460 caisses de l'article 3a	12 livraisons mensuelles	\$ _____ par caisse	= _____ \$ (1,460 caisses)

Offres spéciales

Des offres spéciales en raison de ventes, etc. peuvent être transmises directement aux clients lorsqu'il y en a si elles sont d'un prix inférieur à celui figurant à l'entente de prix de l'annexe B.

B. Période d'option du 1er octobre 2014 au 30 septembre 2015

N°	Description/ Location	Quantité estimative	Utilisation estimative	Prix unitaire	Prix total (quantité estimative x prix unitaire)
RÉGION : ALBERTA					
1. Prix par unité de distribution pour lieux non indiqués ci-dessous (transport non inclus)					
1a	8 x pochettes de 2 kg (utilisées pour sac de lait aseptique de 20 l)	1 caisse de 8 paquets	1 livraison annuelle	\$ _____ par caisse	= _____ \$ (1 caisse)
1b	Paquet en vrac de 12,5 kg	1 paquet en vrac	1 livraison annuelle	\$ _____ par paquet	= _____ \$ (1 paquet)
2. Prix par unité de distribution pour lieux déterminés (transport non inclus)					
i	<u>Bowden</u>	780 caisses de l'article 1a	12 livraisons mensuelles	\$ _____ par caisse	= _____ \$ (780 caisses)
ii	<u>Drumheller</u>	720 caisses de l'article 1a	12 livraisons mensuelles	\$ _____ par caisse	= _____ \$ (720 caisses)
iii	<u>Edmonton</u>	480 paquets de l'article 1b	6 livraisons bimensuelles	\$ _____ par paquet	= _____ \$ (480 paquets)
iv	<u>Grande Cache</u>	548 caisses de l'article 1a	6 livraisons bimensuelles	\$ _____ par caisse	= _____ \$ (548 caisses)
RÉGION : SASKATCHEWAN					
3. Prix par unité de distribution pour lieux non indiqués ci-dessous (transport non inclus)					
3a	8 x pochettes de 2 kg (utilisées pour sac de lait aseptique de 20 l)	37 caisses de 8 paquets	1 livraison annuelle	\$ _____ par caisse	= _____ \$ (37 caisses)
3b	Paquet en vrac de 12,5 kg	10 paquets en vrac	1 livraison annuelle	\$ _____ par paquet	= _____ \$ (10 paquets)

N°	Description/ Location	Quantité estimative	Utilisation estimative	Prix unitaire	Prix total (quantité estimative x prix unitaire)
4. Prix par unité de distribution pour lieux déterminés (transport non inclus)					
i	<u>Pénitencier de la Saskatchewan</u>	1 000 caisses de l'article 3a	4 livraisons trimestrielles aux trois (3) mois	\$ _____ par caisse	= _____\$ (1,000 caisses)
RÉGION : MANITOBA					
5. Prix par unité de distribution pour lieux déterminés (transport non inclus)					
i	<u>Rockwood</u>	2 caisses de l'article 3a	2 livraisons semestrielles	\$ _____ par caisse	= _____\$ (2 caisses)
ii	<u>Stony Mountain</u>	1,460 de caisses de l'article 3a	12 livraisons mensuelles	\$ _____ par caisse	= _____\$ (1,460 caisses)

Offres spéciales

Des offres spéciales en raison de ventes, etc. peuvent être transmises directement aux clients lorsqu'il y en a si elles sont d'un prix inférieur à celui figurant à l'entente de prix de l'annexe B.

Solicitation No. - N° de l'invitation

21501-130663/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

cal127

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21501-130663

File No. - N° du dossier

CAL-2-35132

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE "C"**Formulaire de rapport sur l'offre à commandes****Faire parvenir à:**

PWGSC

Télécopieur: (403) 292-5786

Les rapports d'utilisation doivent être présentés dans les quinze (15) jours civils suivant la fin de la période de mise à jour.

FOURNISSEUR :**No DE L'OFFRE À COMMANDES :**

21501-130663

MINISTÈRE OU ORGANISME :

CSC

PÉRIODE:☐ 1^{er} avril au 30 juin☐ 1^{er} juillet au 30 septembre☐ 1^{er} octobre au 31 décembre☐ 1^{er} janvier au 31 mars

n° de commande	Description	Valeur totale de chaque commande (TPS non inclus)
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		
Valeur totale des commandes pour la période de référence:		

AUCUN RAPPORT: Nous n'avons pas conclu d'affaires avec le gouvernement du Canada pour cette période ☐

PRÉSENTÉ PAR:

Nom:

Numéro de téléphone:

SIGNATURE: _____ DATE: _____

ANNEXE « D »**EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE****Assurance de responsabilité civile commerciale**

L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

- a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
- c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
- d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.

m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

Assurance responsabilité civile automobile

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.

2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :

a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;

b. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;

c. Garantie non-assurance des tiers;

d. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.